



KIFAGIYO



PERIODIQUE D'INFORMATION ET D'EDUCATION CIVIQUE
POUR LA BONNE GOUVERNANCE

N°01

Du 15 Déc 2008

Sommaire

- La B.G. est-elle possible (P - 2)
- Etat de lieu de la B.G. (P- 3)
- En route vers la B.G. (P- 4)

Equipe Rédactionnelle

- Bahati Matenga
- Mutere Kifara
- Museme Wasso

POURQUOI KIFAGIYO ?

motivation.

Les guerres à répétition et la multiplicité des mouvements et partis politiques en RDC, mouvements et partis qui se disent pour le changement des différents régimes sous prétexte d'améliorer la situation sociale pour le bien être de la population à la base est un signe la faiblesse de la gouvernance. Ceci car, même ceux qui se disent des militants de la société civile, lorsqu'ils arrivent à l'exercice du pouvoir, ils oublient vite les promesses ou les engagements faits ou pris avec la base. Nous risquons cependant de faire un très long cercle de ces soit disant mouvements de changement et en fin de compte, nous retrouver dans la misère le plus longtemps possible.

Pour la MIJAS, les politiciens (mauvais gouvernants) profitent de la faiblesse de ces populations qui la plupart sont ignorantes de leurs droits et surtout de leurs devoirs.

C'est ainsi que la MIJAS asbl, en sa qualité d'une ONG

Editorial

DEFIS DE L'ACTION DE LA BONNE GOUVERNANCE.

C'est depuis plus d'une année que nous sommes entrain d'expérimenter l'action de la bonne gouvernance dans notre milieu. A cela, nous avons constaté que la bonne gouvernance est possible mais elle se bute à deux grands défis majeurs qu'il faut combattre ; Il s'agit de l'ignorance et de l'égoïsme comme peuvent le témoigner plusieurs situations vécues ici chez-nous.

A ce jour, ce qui est encourageant c'est que les germes responsables de ces maux ont déjà été diagnostiqués et qu'il ne reste qu'à les combattre

Lutter contre l'ignorance est une chose, mais combattre l'égoïsme en est une autre et c'est cela qui nous préoccupe.

Cette question, bien que pertinente, peut trouver de réponse positive et immédiate si et seulement si tous les Congolais, à tous les niveaux veulent y répondre. Et cette réponse ne viendrait qu'à partir de la nouvelle doctrine, applicable déjà un peu partout ailleurs à travers le monde et dénommée « *Le Nouvel Humanisme* » qui consiste à « *Voir l'autre* ».

Seulement, certains gouvernants actuels dans notre pays ne veulent pas s'associer à cette doctrine car dans ce pays, il s'est développé un trafic financier mafieux qui fait que la basse classe n'a plus rien à s'exprimer laissant ainsi tout le pouvoir aux seuls tenants du pouvoir et ainsi laisser la place à la mauvaise gouvernance. Et tout ceci parce que il n'y a pas de transparence dans la gestion des deniers publics entre les gouvernants et les gouvernés.

L'expérience vécue pendant ces deux ans d'exercice de ce premier mandat de notre régime démocratiquement élu démontre que la population à la base est encore loin de se retrouver dans des bonnes conditions sociales contrairement aux promesses leurs faites par les élus lors de leurs campagnes.

Une certaine opinion a poussé la réflexion très loin et pense que le peuple Congolais a d'abord besoin d'un thérapeute pour éliminer ces microbes de cette maladie qui n'a pas de nom ; ces gens ont raison.

Cependant, ceux qui n'ont pas été affecté sont ceux qui ont compris cette réalité et surtout ceux qui ont eu le courage de contribuer à cette lutte que nous menons bien que moins facile.

Par MUTERE KIFARA

Dénomination.

oeuvrant dans le souci d'épargner la personne humaine de toute forme de violence pense approfondir ses actions d'éducation civique et de sensibilisation des populations de son rayon d'action sur la bonne gouvernance par la publication de ce périodique dénommé KIFAGIYO ou Balai (en Français). Celui-ci sera l'un des moyens d'épargner notre population de ce cycle de ces soit disant mouvements de changement.

KIFAGIYO est un mot swahili qui signifie « Balai ». Dans la culture et la coutume africaine en général, Kifagiyo ou Balai est un outil ménager très important servant non seulement à mettre la propreté dans la maison et dans la cour, mais aussi utilisé parfois pour chasser des mauvais esprits ou les démons.

C'est ainsi que nous avons pensé que dénommant ce périodique KIFAGIYO, cela pourra jouer sur la psychologie des lecteurs non seulement pour chasser les démons

de l'ignorance (mauvais esprits), mais aussi et surtout pour balayer la salette de la mauvaise gouvernance qui caractérise la grande majorité des populations en général et des dirigeants de notre rayon d'action, en particulier.

Nous estimons ensuite qu'en publiant les noms des personnes modèles de la bonne gouvernance dans notre milieu, cela sera une façon d'émerger, laissant derrière nous la cour déjà propre en matière de bonne gouvernance.

C'est que certaines informations que nous allons fournir dans ce périodique peuvent édifier nos populations et combattre cette ignorance leur caractérisée et que nous appellerions abusivement des « mauvais esprits (ou démons) ».

objectifs.

Global.

Contribuer à la promotion de la culture de la bonne gouvernance et de la démocratie en vue de l'amélioration de la situation sociale de notre population.

Spécifiques.

- Servir d'outil pour la sensibilisation et l'éducation civique de la masse populaire sur la notion de la bonne gouvernance dans le milieu.

- Informer la population sur l'évolution de la gouvernance dans notre milieu en vue de combattre leur ignorance en cette matière.

- Servir de base de référence sur la conduite à tenir par des personnes échantillons de la bonne gouvernance en vue de décourager ceux qui s'adonnent encore à la pratique de la mauvaise gouvernance.

matieres de kifagiyo.

Notre périodique traitera des thèmes ou des matières conformément aux objectifs assignés. Ainsi, nous souhaiterions

qu'à chaque parution il y ait un ou plusieurs articles en rapport avec l'un ou l'autre objectif et que nous allons dénommer des rubriques.

- Ainsi, la rubrique *EDUCATION* ne traitera que des éléments en rapport avec le premier objectif pour ainsi répondre aux besoins de la population sur le civisme.

- La rubrique *ACTUALITE* va répondre au deuxième objectif en vue d'informer la population sur l'évolution de la gouvernance et approfondir cette notion pour ses intérêts. Approfondir parce que la plupart des informations livrées à nos populations sont vraiment limitées.

Par exemple, pour une action d'intérêt public, les médias chauds (radios) se limitent seulement à l'annonce de l'inauguration ou de la pose de la première pierre et des activités et ne plus informer la population sur le suivi et l'évaluation du reste des activités.

* La rubrique *ECHANTILLO N* ou *MIROIR* publiera les noms des personnes modèles en ce qui concerne la bonne gouvernance dans notre milieu. Cette rubrique est l'activité la plus sensible et la plus compliquée car c'est une innovation originale, propre à la MIJAS asbl. Nous pensons que, publier les noms de ces personnes, qui d'ailleurs ne sont pas très nombreuses dans notre milieu, serait une façon de leur donner de l'estime et une valeur qu'elles ne voudraient plus perdre facilement et aussi leur donner une certaine crédibilité auprès de la population locale. Ceci pourra aussi amener ceux qui s'adonnent encore à la corruption, aux détournements et surtout à la mauvaise gouvernance, de pouvoir changer ces mentalités qui ne cadrent plus avec le contexte du moment.

Ce sont les éléments de cette rubrique qui constituent la sensibilité et la base même de KIFAGIYO.

Toutefois, la collecte et le traitement de ces informations nécessitent un maximum de prudence, ceci nous a alors conduit à définir nos stratégies spécifiques à ce sujet.

Ainsi, pour collecter des informations sur des personnes échantillons de la bonne gouvernance, nous avons déployé nos enquêteurs ou informateurs clandestins dans différents lieux publics (marchés, écoles, bureaux, entreprises, services, ...) sous forme soit des clients, soit des demandeurs d'emplois, soit des commissionnaires, soit des élèves, soit des amis,...), auprès des personnes ciblées.

C'est au courant de cette période de manœuvre que les informateurs sauront les apprécier ; soit sur leurs modes de vie, soit sur leurs modes de travail.

Par la suite, une équipe bien formée en cette matière fait une analyse approfondie et fiable à partir des rapports donnés par des informateurs par des tests, pièges,... et enfin, c'est le bureau qui décide sur la personne ciblée.

Vous comprenez par là que ce n'est pas tout à fait facile d'être publié dans ce périodique, il faut faire preuve de bonne gouvernance et à tous les niveaux.

* L'autre rubrique est celle qui donnera, dans chaque parution, quelques explications sur tel ou tel article de la constitution ou d'une loi ou encore d'un décret ou d'une décision. Ceci en vue d'éclairer l'opinion sur certains textes légaux ou juridiques régissant le fonctionnement de notre pays ou pour leur faire sortir de leur ignorance ■

Mutere

(muteremijas@yahoo.fr)

LA BONNE GOUVERNANCE, EST-ELLE POSSIBLE ?

Le développement socio-économique et culturel d'un milieu dépend, en partie, du niveau de vie de ses populations notamment par la satisfaction de leurs besoins primaires (soins de santé,

scolarisation des enfants, habitat sain, accès facile aux emplois, ...)

Cependant, pour y accéder, l'Etat ou disons le Gouvernement a le devoir de promouvoir toutes

ces conditions à ses populations tout comme ces dernières ont des devoirs d'aider l'Etat pour accéder à des ressources nécessaires pour satisfaire à leurs besoins.

Seulement, dans notre pays en général et dans notre rayon d'action, en particulier, l'on se demande encore si à quand ces droits et devoirs des uns envers les autres seront respectés en vue d'atteindre cet idéal.

Mais, à quand alors la bonne gouvernance dans notre pays en général milieu et dans notre milieu en particulier ?

Interrogé sur la question par le reporter de KIFAGIYO, Monsieur MAJALIWA Kanazi, acteur actif de la Société Civile à Uvira et Coordinateur de l'ONGDH CADI (Comité d'Action pour le Développement Intégral). estime que : « l'on ne peut parler de la bonne gouvernance que quand il y a une gestion efficace des biens publics, c'est-à-dire leur gestion saine et transparente en y associant sans doute la population locale ».

Quant à savoir si nos gouvernants actuels seraient prêts à associer la population dans cette gestion, cet activiste pense que c'est depuis l'accession de notre pays à l'indépendance que cette exclusion existe, mais le seul espoir qui reste est celui des élections locales qui peut-être

permettraient aux élus de contrôler les recettes du territoire, de la Cité et des collectivités et leurs affectations avant de les porter à la connaissance de la population car c'est elle qui en est la productrice.

En ce qui concerne les efforts à mener par la population locale en vue d'amener nos tenants du pouvoir et non gouvernants à les associer dans la gestion des deniers publics en vue d'une bonne gouvernance dans le milieu, une certaine opinion contactée par KIFAGIYO pense que tout ceci dépend de notre prise de position ou alors, a conclu cet activiste, que nous puissions attendre, impatientement, ces réformes publiques, non envisageables pour le moment pour la mise en place des conseils territoriaux et des collectivités, lesquels doivent gérer des recettes et nous informer sur leurs affectations.

KIFAGIYO se pose enfin une question : « *Dés que ces structures seront mises en place, ne seront pas ces mêmes Congolais reconnus aujourd'hui dans la mauvaise gouvernance qui y seront élus ou affectés et que le système ne risquerait-il pas de perdurer à la manière Congolaise ?* ».

KIFAGIYO vous en dira plus par la suite ■

Par Museme Wasso.

ETAT DE LIEU SUR LA BONNE GOUVERNANCE.

Le monde entier vibre aujourd'hui aux cris de la démocratie, des droits humains, des élections libres et transparentes qui conduisent à la bonne gouvernance.

Seulement, ici en RD Congo, il y a certaines populations riches et privilégiées et d'autres, majoritaires, très défavorisées et vivant aux dépens de cette première catégorie et d'autres populations.

Cependant, il est recommandé à toute la population, regroupée autour de la société civile de s'intéresser ou d'avoir un regard sur la façon dont ses droits sont traités et surtout sur la façon dont l'Etat est entrain de conduire les affaires publiques. Ceci parce que dans le monde entier vibrent des cris de la démocratie caractérisée par la bonne gouvernance, dans le strict respect des droits humains entant que valeur sacrée et inéluctable.

Cependant, ces droits ne sont pas connus et par conséquent reconnus par nos populations et par la plupart de nos gouvernants.

Pour donner assez de lumière face à cette ignorance, le reporter de KIFAGIYO a contacté Maître Kimwanga Kangeta qui selon lui pense que : « *pour sortir de cette ignorance sur la bonne gouvernance, la population a encore besoin d'une éducation aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance* »; ces deux concepts faisant bon ménage a-t-il ajouté.

Les pouvoirs publics ont donc le devoir de promouvoir et d'assurer, par l'enseignement, l'éducation et la diffusion, le respect des droits humains, des libertés fondamentales et des devoirs des citoyens tels que énoncés dans la constitution en vue d'une bonne gouvernance.

Selon ce juriste, cette mauvaise gouvernance se caractérise notamment par d'autres

facteurs notamment : l'ignorance des droits et devoirs des citoyens, l'immaturation, l'incapacité et le manque de volonté politique de certains de nos gouvernants sur la bonne gouvernance ; l'assurance d'engagement politique de la population sur la bonne gouvernance et dans le choix de ses dirigeants, la passivité et la distraction, ...

A la question de savoir ce que signifie juridiquement la bonne gouvernance, Maître Kimwanga a dit au reporter de KIFAGIYO que « *c'est le type de rapport devant exister entre l'Etat et la société civile considérée comme la population organisée en réseau thématique sur la défense de ses intérêts auprès de l'Etat et le secteur privé* ». Et

d'ajouter que : « En RD Congo, la bonne gouvernance c'est aussi assurer le développement humain durable qui exige la mise en place et

le maintien des cadres juridiques réglementaires équitables, efficaces et stables régissant les activités publiques ». Que « *Chaque citoyen a un rôle à jouer dans le développement intégral et durable de notre pays* ».

En initiant KIFAGIO sur la bonne

gouvernance, la MIJAS asbl en sa qualité, s'appuie sur les articles 40, 41, et 43 de la loi n° 004/2001 du 20/07/2001 et à l'article 37 de la constitution de la RDC et enfin à l'article 24 alinéas 1,2 et 3 de la même constitution, des textes légaux permettant les médias d'accomplir leur rôle de donner la

population l'information sur l'évolution de la gouvernance enfin de les rappeler leurs droits et leurs devoirs et en cas échéant, par rapport à la mauvaise gouvernance dans notre pays en général et dans notre milieu, en particulier■

Museme Wasso

EN ROUTE VERS LA BONNE GOUVERNANCE.

La gouvernance c'est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans le cadre de la gestion des affaires publiques d'un pays à tous les niveaux. Elle peut être bonne ou mauvaise.

Elle est dite bonne ou on peut parler de la bonne gouvernance lorsque cette autorité alloue et gère des ressources de façon à résoudre les problèmes collectifs. Ceci à partir de la participation, du respect des droits, l'équité et l'efficacité dans la gestion ainsi que la transparence. C'est donc un système qui consiste à restaurer et à maintenir un environnement de liberté et de sécurité qui conduisent au développement. Elle exige ainsi la capacité des dirigeants à faire correspondre la conduite des affaires de l'Etat et les besoins ainsi que les intérêts de la population dans le domaine politique, économique et socioculturel.

La bonne gouvernance suppose donc l'Etat de droit, la bonne gestion des affaires publiques, la lutte contre la corruption et l'impunité, les droits humains, la décentralisation, l'efficacité dans l'action, ...

Aucune de ces situations n'avait été vécue dans notre pays au cours des régimes dictatoriaux et autoritaires des décennies passées. La population était complètement exclue dans la gestion des affaires publiques et dans la prise de certaines décisions d'intérêt national, laissant ainsi la place à la mauvaise gouvernance avec toutes ses composantes.

Nous osons cependant croire qu'avec nos actuelles institutions démocratiquement élues, la population retrouvera sa place dans cette gestion, dans le strict respect de ses droits et de ses devoirs en vue d'une bonne gouvernance ■

Bahati Matenga

NOS REMERCIEMENTS

La parution de ce premier numéro de KIFAGIYO a été rendu possible suite aux efforts et aux moyens propres de la MIJAS asbl qui en est la promotrice et l'initiatrice, c'est à dire, sans aucun appui extérieur.

Cependant, nous ne manquerons pas de remercier ceux qui nous ont encouragé dans cette initiative dès qu'ils en ont été informés et surtout à Maître KIMWANGA qui a accepté sa consultance dans le cadre d'appuis conseil juridiques pour ce premier numéro..

La porte reste grandement ouverte, comme nous l'avons toujours dit à la Radio « Le Messenger du Peuple », à quiconque voudrait apporter sa contribution à cette action.

Vous conviendrez avec nous que, comme toujours dit, le résultat de KIFAGIYO sera efficace, facile et effectif si et seulement si chacun de nous y apporte sa contribution et surtout sur le noms des personnes échantillon de la bonne gouvernance dans le milieu.

En plus, comme vous venez de le remarquer, ce premier numéro ne reprend pas toutes les rubriques comme annoncées, ceci faute d'espace car nous comptons imprimer seulement 4 pages soient 2 pages recto verso. Raison pour laquelle notre équipe rédactionnelle a sélectionné dans ce premier temps des articles qui décrivent ce périodique et qui démontrent son importance.

Nous vous promettons que dans le prochain numéro, nous vous donnerons des informations sur la situation de gouvernance à Uvira et au besoin les noms de quelques échantillons de la bonne gouvernance après notre dernière étape de vérification.●

Mutere kifara

KIFAGIYO Périodique d'Information et d'éducation civique pour la Bonne Gouvernance, initiative de la MIJAS/asbl. Siège Social : Kakungwe N° 4, -Uvira-S/Kivu-RDCongo Tél : 0853191919 / 0813201330